

[Texte]

[Traduction]

[Traduction]

• 1555

The difficulty is that peacekeeping is the only role of the Canadian forces that has any public support—now. If we can't do peacekeeping well, then there's very little else for the Canadian forces to do in the 1990s. In other words, our equipment and personnel priorities have been badly skewed and need to be put right. The land forces require more than the currently planned 15% share of the equipment budget over the next five years.

Some people in the country, and perhaps some of you, will say that we don't need to increase the land forces and that we can use the reserves on peacekeeping. The Department of National Defence's scheme, called "total force", in effect, says just that. I disagree. I think it's very dangerous to rely on reservists for the most difficult peacekeeping roles. Their training is not up to high-stress operations as in Yugoslavia, where estimates are that stress casualties are approximately 25% in some contingents.

As the Auditor General pointed out in his most recent report, with present legislation there is effectively no way to compel reservists to turn out for duty, and if they do, no way to guarantee that they can get their jobs back on their return. When unemployment is high, as it is now, we can readily get reservists for Somalia, Cambodia or Yugoslavia. But if, God willing, unemployment falls, what then? Until such basic problems are resolved by legislative means, the department's total force concept is a sham, at least insofar as it comes to using reservists for peacekeeping.

We need to keep the peacekeeping role, and we need a well-trained, well-equipped Canadian forces that can play this role, as well as a modest, effective role with our allies in future conflicts of the type fought against Iraq. This requires not a specially raised force to do peacekeeping, as was suggested some time ago in the Department of National Defence. This requires not, as total force advocates say, what are called 10/90 battalions—battalions of 10% regulars and 90% reservists—where we cannot be certain if the militia will turn out if they're called. This requires not the turning of the Canadian forces into a glorified *gendarmérie*. Instead, what we need are sufficient numbers of general-purpose regular and reservist servicemen and women capable of fighting a war, and therefore, by definition, capable of doing peacekeeping.

A peacekeeping special soldier can do peacekeeping, but couldn't fight a war. A police officer might be able to handle some peacekeeping roles, but couldn't do them all, and certainly could not fight a war. Only a general-purpose soldier can do all of the peacekeeping roles and still be able to fight a war.

Le problème est que le maintien de la paix est le seul rôle que la population est prête à reconnaître à l'armée canadienne, à l'heure actuelle. Si nous ne pouvons le jouer correctement, il ne restera pas grand-chose à faire à l'armée canadienne dans les années quatre-vingt-dix. Autrement dit, nos priorités pour ce qui est de l'équipement et du personnel doivent absolument être réorientées. L'armée de terre a besoin de plus que les 15 p. 100 du budget d'équipement prévus pour les cinq prochaines années.

Il y a des gens au pays, et peut-être certains d'entre vous, qui diront qu'il n'est pas nécessaire d'accroître l'armée de terre et que nous pouvons utiliser les réserves pour les missions de maintien de paix. C'est d'ailleurs exactement ce qu'entend le ministère de la Défense nationale par son concept de «force totale». Je ne suis pas d'accord. Je crois qu'il est très dangereux de compter sur la réserve pour les rôles les plus difficiles du maintien de paix. Elle n'est pas entraînée pour des opérations où le niveau de stress est très élevé, comme en Yougoslavie où, dans certains contingents, 25 p. 100 environ des effectifs sont victimes de stress.

Comme l'a signalé le vérificateur général dans son dernier rapport, aux termes de la loi actuelle, il n'existe aucun moyen réel d'obliger les réservistes à venir servir et, s'ils viennent, nul ne peut leur garantir qu'ils retrouveront leur emploi à leur retour. Lorsque le taux de chômage est élevé, comme actuellement, il est facile de décider des réservistes à partir pour la Somalie, le Cambodge ou la Yougoslavie. Mais si, par miracle, le taux de chômage diminue, qu'arrivera-t-il? Tant que des problèmes aussi fondamentaux n'auront pas été réglés par voie législative, le concept de force totale du Ministère est une blague, du moins pour ce qui est d'utiliser les réservistes dans les missions de paix.

Nous devons maintenir ce rôle de gardiens de la paix et nous devons avoir une armée canadienne bien entraînée et bien équipée pour le jouer ainsi que pour jouer un rôle modeste mais réel, auprès de nos alliés dans de futurs conflits du type de celui que nous avons connu avec l'Irak. Cela exige non pas une armée spéciale pour le maintien de la paix, comme cela a été suggéré il y a quelque temps au ministère de la Défense nationale. Ni, comme le disent ceux qui préconisent la force totale, ce que l'on appelle les bataillons 10/90—des bataillons composés de 10 p. 100 de forces régulières et 90 p. 100 de réservistes—alors que l'on ne peut être certain que la milice répondra à l'appel. Il ne s'agit pas de transformer l'armée canadienne en «gendarmérie» glorifiée. Ce qu'il nous faut, c'est une force régulière polyvalente suffisante et des réservistes capables de faire la guerre et donc, par définition, capables de maintenir la paix.

Un soldat spécialisé dans le maintien de la paix peut maintenir la paix mais ne peut faire la guerre. Un agent de police peut assumer certains rôles de maintien de paix, mais pas tous et il ne pourrait certainement pas faire la guerre. Seul un soldat polyvalent peut assumer tous les rôles de maintien de paix et rester capable de faire la guerre.